

avenant. En vertu de l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 septembre 2017 relatif au travail de proximité, il reste un solde inférieur suite aux frais administratifs plus élevés. Ce solde revient aux organisateurs du travail de proximité comme indemnité pour les services fournis dans le cadre du travail de proximité. Vu l'ancrage légal de la distribution du prix du chèque, les organisateurs du travail de proximité ne peuvent pas entreprendre eux-mêmes les démarches pour éviter la baisse du solde.

- Vu le rôle des organisateurs du travail de proximité dans la mise en œuvre d'une politique de l'emploi forte au niveau local, il est essentiel de maintenir leur position. Compte tenu du fait que la crise du coronavirus a également eu un impact négatif sur les organisateurs, une compensation unique est prévue pour la baisse des revenus des organisateurs du travail de proximité suite aux frais administratifs plus élevés dans le cadre du marché public relatif à l'émission des chèques-travail de proximité.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Dans l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 septembre 2017 relatif au travail de proximité, sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, deux alinéas, rédigés comme suit :

« Au solde visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, il est octroyée une allocation unique par organisateur créé conformément à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret relatif au travail de proximité du 7 juillet 2017.

Par organisateur créé conformément à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret relatif au travail de proximité du 7 juillet 2017, l'allocation est égale à la différence entre le solde de l'année de revenus 2019 et le solde de l'année de revenus 2019 avec les frais administratifs visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, tels qu'applicables dans l'année de revenus 2022. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre flamand compétent pour l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/30783]

3 FEVRIER 2022. — Décret relatif aux marchés du gaz et de l'électricité à la suite des inondations du mois de juillet 2021 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

- 1° « le décret électricité » : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;
- 2° « le décret gaz » : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz ;
- 3° « l'arrêté OSP électricité » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité ;
- 4° « l'arrêté OSP gaz » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz ;
- 5° « la CWaPE » : la Commission wallonne pour l'Énergie instituée par l'article 43 du décret électricité ;
- 6° « le compteur communicant » : le compteur intelligent ou compteur communicant au sens du décret électricité et du décret gaz.

CHAPITRE 2. — Mesures concernant les procédures de défaut de paiement et les compteurs à budget

Art. 2. Pour l'application du présent chapitre, les clients résidentiels sinistrés sont les clients résidentiels au sens du décret gaz ou du décret électricité, dont le code EAN se situe dans une commune impactée par les inondations du mois de juillet 2021.

Les communes impactées par les inondations du mois de juillet 2021 sont les communes visées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique, l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021 étendant la zone géographique de la calamité naturelle publique relative aux inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique.

Art. 3. Jusqu'au 31 mars 2022, sauf pour des raisons de sécurité ou à la demande explicite du client résidentiel sinistré, il est interdit de couper l'alimentation en électricité ou en gaz des clients résidentiels sinistrés à la suite d'une procédure de défaut de paiement.

Jusqu'au 31 mars 2022, sauf pour des raisons de sécurité ou à la demande explicite du client résidentiel sinistré, en cas de procédure pour déménagement tel que visé à l'article 22bis de l'arrêté OSP électricité ou à l'article 23bis de l'arrêté OSP gaz, il est interdit de couper l'alimentation en électricité ou en gaz des clients résidentiels sinistrés.

Jusqu'au 31 mars 2022, par dérogation à l'article 4, § 1^{er}, q), de l'arrêté OSP électricité et l'article 4, § 1^{er}, q), de l'arrêté OSP gaz, le contrat de fourniture conclu par un client résidentiel sinistré pendant une procédure de défaut de paiement initiée par un autre fournisseur ne peut être entaché d'illégalité pour ce seul motif.

Art. 4. Jusqu'au 31 mars 2022, par dérogation aux articles 33bis/1, alinéa 3, du décret électricité et 31ter, § 2, alinéa 4, du décret gaz et aux articles 36 de l'arrêté OSP électricité et 38 de l'arrêté OSP gaz, tout client résidentiel sinistré, équipé d'un compteur à budget ou à prépaiement peut demander à son gestionnaire de réseau de distribution :

- 1° la fourniture d'une avance de 30 euros sur sa prochaine recharge, ou;
- 2° la désactivation de son compteur à budget ou de la fonction prépaiement de son compteur communicant.

Le gestionnaire de réseau de distribution accède à la demande du client résidentiel sinistré, dans les limites de ses capacités techniques, dans les cinq jours de la réception de la demande.

Les avances concédées en application de l'alinéa 1^{er}, 1°, restent dues par le client résidentiel sinistré qui en bénéficie.

Art. 5. Jusqu'au 31 mars 2022, dans les communes impactées par les inondations du mois de juillet 2021, par dérogation à l'article 31quater, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, du décret gaz et à l'article 40 de l'arrêté OSP gaz, la décision de la Commission n'est pas sollicitée pour évaluer le maintien et la prise en charge de l'aide fournie au client protégé qui n'est plus en mesure d'alimenter son compteur à budget pour la résidence qu'il occupe à titre de résidence principale dès lors que l'évaluation du centre public d'action sociale est en faveur du client. Le client reste redevable de 30 pour cent de la facture liée à ces consommations.

CHAPITRE 3. — Mesures d'aides

Art. 6. Dans la limite des crédits budgétaires affectés à cette mesure, le Gouvernement met en place l'octroi d'une aide directe sous la forme d'une prime de 550 euros au bénéfice des ménages sinistrés au sens que le Gouvernement détermine, sur base d'un formulaire à remplir auprès de leur gestionnaire de réseau de distribution d'électricité afin de faire face à des dépenses énergétiques imprévues depuis les inondations du mois de juillet 2021. Le Gouvernement détermine les pièces justificatives nécessaires à l'octroi de la prime par le gestionnaire de réseau de distribution ainsi que la procédure d'octroi de la prime.

Le Gouvernement liquide la subvention sur base de déclarations de créances, dans les formes et aux conditions qu'il détermine.

Art. 7. Dans la limite des crédits budgétaires affectés à cette mesure, le Gouvernement met en place l'octroi d'une aide directe au bénéfice des ménages sinistrés au sens que le Gouvernement détermine, en collaboration avec les centres publics d'action sociale afin de faire face à des dépenses énergétiques imprévues depuis les inondations du mois de juillet 2021. Le Gouvernement alloue une subvention de fonctionnement aux centres publics d'action sociale concernés qu'il identifie.

Le Gouvernement liquide la subvention sur base de déclarations de créances, dans les formes et aux conditions qu'il détermine.

CHAPITRE 4. — Mesure en faveur des réseaux de gaz et d'électricité

Art. 8. Le Gouvernement peut financer, aux conditions qu'il détermine, 75 pour cent des travaux à réaliser par les gestionnaires des réseaux de distribution de l'électricité et du gaz de manière à éviter une augmentation des tarifs de distribution à la suite des inondations du mois de juillet 2021. Le Gouvernement détermine les dépenses d'investissement et les dépenses opérationnelles éligibles.

Le financement visé à l'alinéa 1^{er} exclut :

- tout financement par les tarifs de distribution de l'électricité ou du gaz des travaux;
- toute forme de subsidiation croisée;
- toute forme de double financement.

La CWaPE contrôle le respect des exclusions visées à l'alinéa 2 dans le cadre de ses missions de contrôle générales et tarifaires, et peut solliciter la production des différents documents nécessaires à cette analyse auprès des gestionnaires des réseaux de distribution.

Le Gouvernement liquide la subvention sur base de déclarations de créances, dans les formes et aux conditions qu'il détermine.

CHAPITRE 5. — Dispositions modificatives - Pouvoirs spéciaux

Art. 9. Dans le décret électricité, il est inséré un chapitre XV intitulé « Pouvoirs spéciaux ».

Art. 10. Dans le chapitre XV, inséré par l'article 9, il est inséré un article 67 rédigé comme suit :

« Art. 67. Lorsque le Gouvernement constate la survenance de circonstances de crise impactant la santé, la sécurité ou la situation financière des clients résidentiels ou d'une partie des clients résidentiels, il est habilité à déroger au présent décret afin de garantir le droit à l'énergie des clients résidentiels concernés, dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

- 1° les dérogations ont une durée limitée et, dans tous les cas, ne dépassent pas la durée d'une année;
- 2° les dérogations visent strictement le public impacté par les circonstances de crise constatées par le Gouvernement;
- 3° les dérogations sont justifiées et proportionnées au regard des circonstances de crise constatées par le Gouvernement.

Le projet d'arrêté est concerté avec la CWaPE, les gestionnaires de réseau de distribution, les fournisseurs, la Fédération des centres publics d'action sociale, l'Union des Villes et des Communes de Wallonie et des associations de représentation de consommateurs. La CWaPE remet un avis sur le projet d'arrêté.

Tout arrêté pris en exécution du présent article est censé ne jamais avoir produit d'effets s'il n'a pas été confirmé par un décret dans les six mois de sa date d'entrée en vigueur. ».

Art. 11. Dans le décret gaz, il est inséré un chapitre XVI intitulé « Pouvoirs spéciaux ».

Art. 12. Dans le chapitre XVI, inséré par l'article 11, il est inséré un article 76 rédigé comme suit :

« Art. 76. Lorsque le Gouvernement constate la survenance de de circonstances de crise impactant la santé, la sécurité ou la situation financière des clients résidentiels ou d'une partie des clients résidentiels, il est habilité à déroger au présent décret afin de garantir le droit à l'énergie des clients résidentiels concernés, dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

1° les dérogations ont une durée limitée et, dans tous les cas, ne dépassent pas la durée d'une année;

2° les dérogations visent strictement le public impacté par les circonstances de crise constatées par le Gouvernement;

3° les dérogations sont justifiées et proportionnées au regard des circonstances de crise constatées par le Gouvernement.

Le projet d'arrêté est concerté avec la CWaPE, les gestionnaires de réseau de distribution, les fournisseurs, la Fédération des centres publics d'action sociale, l'Union des Villes et des Communes de Wallonie et des associations de représentation de consommateurs. La CWaPE remet un avis sur le projet d'arrêté.

Tout arrêté pris en exécution du présent article est censé ne jamais avoir produit d'effets s'il n'a pas été confirmé par un décret dans les six mois de sa date d'entrée en vigueur. ».

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 13. La CWaPE vérifie le respect des obligations découlant du présent décret.

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 février 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2021-2022.*

Documents du Parlement wallon, 797 (2021-2022) N° 1 à 9.

Compte rendu intégral, séance plénière du 2 février 2022.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/30783]

3. FEBRUAR 2022 — Dekret über den Gas- und den Strommarkt infolge der Überschwemmungen des Monats Juli 2021 (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "Elektrizitätsdekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° "Gasdekret": das Dekret vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarkts;

3° "Erlass VÖD Elektrizität": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

4° "Erlass VÖD Gas": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt;

5° "CWAPE": die durch Artikel 43 des Elektrizitätsdekrets eingerichtete Wallonische Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'Énergie");

6° "kommunizierender Zähler": der intelligente Zähler oder kommunizierende Zähler im Sinne des Elektrizitätsdekrets oder des Gasdekrets.

KAPITEL 2 — Maßnahmen betreffend die Zahlungsverzugsverfahren und die Budgetmesszähler

Art. 2 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten als geschädigte Haushaltskunden die Haushaltskunden im Sinne des Gasdekrets oder des Elektrizitätsdekrets, deren EAN-Code sich in einer Gemeinde befindet, die von den Überschwemmungen im Juli 2021 heimgesucht wurde.

Die von den Überschwemmungen im Juli 2021 heimgesuchten Gemeinden sind diejenigen, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung, im Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausdehnung des geografischen Gebiets der allgemeinen Naturkatastrophe im Zusammenhang mit den Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 und im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 24. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer räumlichen Ausdehnung aufgeführt sind.

Art. 3 - Bis zum 31. März 2022 ist es, außer aus Sicherheitsgründen oder auf ausdrücklichen Wunsch des geschädigten Haushaltskunden, verboten, die Strom- oder Gasversorgung von geschädigten Haushaltskunden infolge eines Zahlungsverzugsverfahrens zu unterbrechen.

Bis zum 31. März 2022 ist es, außer aus Sicherheitsgründen oder auf ausdrücklichen Wunsch des geschädigten Haushaltskunden, verboten, die Strom- oder Gasversorgung von geschädigten Haushaltskunden im Falle eines Verfahrens wegen Umzugs im Sinne von Artikel 22bis des Erlasses VÖD Elektrizität oder von Artikel 23bis des Erlasses VÖD Gas zu unterbrechen.

Bis zum 31. März 2022 kann abweichend von Artikel 4 § 1 Buchstabe *q*) des Erlasses VÖD Elektrizität und Artikel 4 § 1 Buchstabe *q*) des Erlasses VÖD Gas der Liefervertrag, der von einem geschädigten Haushaltskunden während eines von einem anderen Versorger eingeleiteten Zahlungsverzugsverfahrens geschlossen wurde, nicht allein aus diesem Grund als rechtswidrig erklärt werden.

Art. 4 - Bis zum 31. März 2022 kann jeder geschädigte Haushaltskunde, der über einen Budgetmesszähler oder einen mit der Vorauszahlungsfunktion ausgestatteten Messzähler verfügt, abweichend von Artikel 33bis/1 Absatz 3 des Elektrizitätsdekrets und von Artikel 31ter § 2 Absatz 4 des Gasdekrets und von den Artikeln 36 des Erlasses VÖD Elektrizität und 38 des Erlasses VÖD Gas bei seinem Verteilernetzbetreiber das Folgende beantragen:

- 1° die Bereitstellung eines Vorschusses von 30 Euro auf seine nächste Aufladung, oder
- 2° die Deaktivierung seines Budgetmesszählers oder der Vorauszahlungsfunktion seines kommunizierenden Zählers.

Der Verteilernetzbetreiber kommt dem Antrag des geschädigten Haushaltskunden im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten innerhalb von fünf Tagen nach Eingang des Antrags nach.

Die in Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 gewährten Vorschüsse bleiben von dem geschädigten Haushaltskunden, der sie in Anspruch nimmt, geschuldet.

Art. 5 - Bis zum 31. März 2022 wird die Entscheidung der Kommission in den Gemeinden, die von den Überschwemmungen im Juli 2021 heimgesucht wurden, in Abweichung von Artikel 31quater § 2, Absatz 1 Ziffer 1 des Gasdekrets und von Artikel 40 des Erlasses VÖD Gas, nicht eingeholt, um die Aufrechterhaltung und Übernahme der Beihilfe für den geschützten Kunden zu bewerten, der nicht mehr imstande ist, seinen Budgetmesszähler für den Wohnort, die er als Hauptwohnort nutzt, zu bespeisen, dies sobald die Bewertung des öffentlichen Sozialhilfezentrums zugunsten des Kunden ausfällt. Der Kunde schuldet weiterhin 30 Prozent der Rechnung in Verbindung mit diesen Verbrauchskosten.

KAPITEL 3 — Beihilfemaßnahmen

Art. 6 - Im Rahmen der für diese Maßnahme bestimmten Haushaltsmittel führt die Regierung die Gewährung einer direkten Beihilfe in Form einer Prämie von 550 Euro zugunsten der geschädigten Haushalte in dem von der Regierung festgelegten Sinne auf der Grundlage eines Formulars ein, das bei ihrem Stromverteilernetzbetreiber auszufüllen ist, um unvorhergesehene Energiekosten seit den Überschwemmungen im Juli 2021 zu decken. Die Regierung bestimmt die für die Gewährung der Prämie durch den Verteilernetzbetreiber erforderlichen Belege sowie das Verfahren für die Gewährung der Prämie.

Die Regierung zahlt die Subvention auf der Grundlage von Forderungsanmeldungen aus, in der Form und zu den Bedingungen, die sie festlegt.

Art. 7 - Im Rahmen der für diese Maßnahme bestimmten Haushaltsmittel führt die Regierung in Zusammenarbeit mit den öffentlichen Sozialhilfezentren die Gewährung einer direkten Beihilfe zugunsten der geschädigten Haushalte in dem von der Regierung festgelegten Sinne ein, um unvorhergesehene Energiekosten seit den Überschwemmungen im Juli 2021 zu decken. Die Regierung gewährt den betroffenen öffentlichen Sozialhilfezentren, die sie identifiziert, eine Betriebssubvention.

Die Regierung zahlt die Subvention auf der Grundlage von Forderungsanmeldungen aus, in der Form und zu den Bedingungen, die sie festlegt.

KAPITEL 4 — Maßnahme zugunsten der Gas- und Elektrizitätsnetze

Art. 8 - Die Regierung kann unter von ihr festgelegten Bedingungen 75 Prozent der Arbeiten finanzieren, die von den Betreibern der Strom- und Gasverteilsnetze durchzuführen sind, um eine Erhöhung der Verteilungstarife infolge der Überschwemmungen im Juli 2021 zu vermeiden. Die Regierung bestimmt, welche Investitionsausgaben und Betriebsausgaben förderfähig sind.

Die Finanzierung nach Absatz 1 schließt Folgendes aus:

eine Finanzierung der Arbeiten durch die Tarife für die Strom- oder Gasverteilung;

jede Form der Quersubventionierung;

jede Form der Doppelfinanzierung.

Die CWaPE kontrolliert die Einhaltung der Absatz 2 genannten Ausschlüsse im Rahmen ihrer allgemeinen und tariflichen Kontrollaufgaben und kann die Vorlage der verschiedenen für diese Analyse erforderlichen Dokumente bei den Verteilernetzbetreibern beantragen.

Die Regierung zahlt die Subvention auf der Grundlage von Forderungsanmeldungen aus, in der Form und zu den Bedingungen, die sie festlegt.

KAPITEL 5 — *Abänderungsbestimmungen - Sondervollmachten*

Art. 9 - In das Elektrizitätsdekret wird ein Kapitel XV mit der Überschrift "Sondervollmachten" eingefügt.

Art. 10 - In das durch Artikel 9 eingefügte Kapitel XV wird ein Artikel 67 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 67 - Wenn die Regierung das Eintreten von Krisenumständen feststellt, die sich auf die Gesundheit, die Sicherheit oder die finanzielle Situation der Haushaltskunden oder eines Teils der Haushaltskunden auswirken, ist sie befugt, von dem vorliegenden Dekret abzuweichen, um das Recht auf Energie der betroffenen Haushaltskunden zu gewährleisten, wobei die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt werden müssen:

1° die Ausnahmebestimmungen sind zeitlich begrenzt und dürfen in jedem Fall nicht länger als ein Jahr dauern;

2° die Ausnahmebestimmungen sind strikt auf die Zielgruppe ausgerichtet, die von den durch die Regierung festgestellten Krisenumständen betroffen ist;

3° die Ausnahmegenehmigungen sind in Anbetracht der von der Regierung festgestellten Krisenumstände gerechtfertigt und verhältnismäßig.

Der Entwurf des entsprechenden Erlasses wird mit der CWaPE, den Verteilernetzbetreibern, den Versorgern, dem Verband der öffentlichen Sozialhilfzentren, dem Städte- und Gemeindeverband der Wallonie und den Verbrauchervertretungsverbänden konzertiert. Die CWaPE gibt eine Stellungnahme über den Erlassentwurf ab.

Erlasse, die in Ausführung des vorliegenden Artikels verabschiedet wurden, gelten als wirkungslos, wenn sie nicht binnen sechs Monaten nach ihrem Inkrafttreten durch ein Dekret bestätigt worden sind."

Art. 11 - In das Gasdekret wird ein Kapitel XVI mit der Überschrift "Sondervollmachten" eingefügt.

Art. 12 - In das durch Artikel 11 eingefügte Kapitel XVI wird ein Artikel 76 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 76 - Wenn die Regierung das Eintreten von Krisenumständen feststellt, die sich auf die Gesundheit, die Sicherheit oder die finanzielle Situation der Haushaltskunden oder eines Teils der Haushaltskunden auswirken, ist sie befugt, von dem vorliegenden Dekret abzuweichen, um das Recht auf Energie der betroffenen Haushaltskunden zu gewährleisten, wobei die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt werden müssen:

1° die Ausnahmebestimmungen sind zeitlich begrenzt und dürfen in jedem Fall nicht länger als ein Jahr dauern;

2° die Ausnahmebestimmungen sind strikt auf die Zielgruppe ausgerichtet, die von den durch die Regierung festgestellten Krisenumständen betroffen ist;

3° die Ausnahmegenehmigungen sind in Anbetracht der von der Regierung festgestellten Krisenumstände gerechtfertigt und verhältnismäßig.

Der Entwurf des entsprechenden Erlasses wird mit der CWaPE, den Verteilernetzbetreibern, den Versorgern, dem Verband der öffentlichen Sozialhilfzentren, dem Städte- und Gemeindeverband der Wallonie und den Verbrauchervertretungsverbänden konzertiert. Die CWaPE gibt eine Stellungnahme über den Erlassentwurf ab.

Erlasse, die in Ausführung des vorliegenden Artikels verabschiedet wurden, gelten als wirkungslos, wenn sie nicht binnen sechs Monaten nach ihrem Inkrafttreten durch ein Dekret bestätigt worden sind. ».

KAPITEL 6 — *Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Die CWaPE prüft die Einhaltung der sich aus vorliegendem Dekret ergebenden Verpflichtungen.

Art. 14 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag nach demjenigen seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret, und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 3. Februar 2022

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung
und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Financien, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2021-2022.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 797 (2021-2022) Nr. 1 bis 9.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 2. Februar 2022.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/30783]

**3 FEBRUARI 2022. — Decreet betreffende de gas- en elektriciteitsmarkten
ten gevolge van de overstromingen van juli 2021 (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° “het elektriciteitsdecreet”: het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° “het gasdecreet”: het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

3° “het besluit ODV elektriciteit”: het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

4° “het besluit ODV gas”: het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt;

5° “de CWaPE”: de “Commission wallonne pour l’Energie” (Waalse energiecommissie) opgericht bij artikel 43 van het elektriciteitsdecreet;

6° “de slimme meter”: de slimme meter in de zin van het elektriciteitsdecreet en het gasdecreet.

HOOFDSTUK 2. — *Maatregelen betreffende wanbetalingsprocedures en budgetmeters*

Art. 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden onder getroffen residentiële afnemers verstaan residentiële afnemers in de zin van het gasdecreet of het elektriciteitsbesluit wier EAN-code is gelegen in een gemeente die in juli 2021 door de overstromingen is getroffen.

De door de overstromingen van juli 2021 getroffen gemeenten zijn de gemeenten bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt, het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021 tot uitbreiding van de algemene natuurramp wegens de overstromingen die zich hebben voorgedaan van 14 tot 16 juli 2021 en het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt.

Art. 3. Tot 31 maart 2022 is het, behalve om veiligheidsredenen of op uitdrukkelijk verzoek van de getroffen residentiële afnemer, verboden de levering van elektriciteit of gas aan getroffen residentiële afnemers af te sluiten na een wanbetalingsprocedure.

Tot 31 maart 2022 is het, behalve om veiligheidsredenen of op uitdrukkelijk verzoek van de getroffen residentiële afnemer, in geval van een verhuisprocedure zoals bedoeld in artikel 22bis van het besluit ODV elektriciteit of artikel 23bis van het besluit ODV gas, verboden om de elektriciteits- of gastoevoer naar getroffen residentiële afnemers af te sluiten.

Tot 31 maart 2022 kan, in afwijking van artikel 4, § 1, q), van het besluit ODV elektriciteit en artikel 4, lid 1, sub q), het besluit ODV gas, een leveringscontract gesloten door een residentiële afnemer die een betalingsverlies heeft geleden tijdens een door een andere leverancier ingeleide wanbetalingsprocedure, niet louter op deze grond worden vernietigd.

Art. 4. Tot 31 maart 2022 kan, in afwijking van artikel 33bis/1, derde lid, van het elektriciteitsdecreet en artikel 31ter, § 2, vierde lid, van het gasdecreet en artikel 36 van het besluit ODV elektriciteit en artikel 38 van het besluit ODV gas, elke getroffen residentiële afnemer die uitgerust is met een budget- of vooruitbetalingsmeter, zijn distributienetbeheerder verzoeken :

1° het verstrekken van een voorschot van 30 euro op zijn volgende herlading, of;

2° het uitschakelen van de budgetmeter of van de vooruitbetalingsfunctie van de slimme meter.

De distributienetbeheerder voldoet aan het verzoek van de getroffen residentiële afnemer binnen vijf dagen na ontvangst van het verzoek, binnen de grenzen van de technische mogelijkheden van de netbeheerder.

De voorschotten toegekend in toepassing van paragraaf 1, 1°, blijven ten laste van de getroffen residentiële afnemer die ervan geniet.

Art. 5. Tot 31 maart 2022, in de gemeenten die in juli 2021 door de overstromingen werden getroffen, in afwijking van artikel 31 quater, § 2, eerste lid, 1°, van het Gasdecreet en artikel 40 van het besluit ODV gas, de beslissing van de Commissie is niet vereist voor de beoordeling van de voortzetting en de betaling van de steun die is verleend aan een beschermde afnemer die niet langer in staat is zijn budgetmeter te bevoorraden voor de woning die hij als hoofdverblijf bewoont, mits de beoordeling van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in het voordeel van de afnemer uitvalt. De afnemer blijft verplicht om 30 % van de rekening te betalen voor dergelijk verbruik.

HOOFDSTUK 3. — *Steunmaatregelen*

Art. 6. Binnen de perken van de begrotingskredieten die voor deze maatregel zijn uitgetrokken, stelt de Regering de toekenning in van rechtstreekse steun in de vorm van een premie van 550 euro aan de door de overstromingen getroffen gezinnen, in die zin dat de Regering aan de hand van een formulier dat zij samen met hun elektriciteitsdistributienetbeheerder moeten invullen, bepaalt hoe zij de onvoorziene energiekosten sinds de overstromingen van juli 2021 kunnen opvangen. De Regering bepaalt welke bewijsstukken nodig zijn voor de toekenning van de premie door de distributienetbeheerder, alsook de procedure voor de toekenning van de premie.

De Regering vereffent de subsidie op basis van aangiften van schuldvorderingen, in de vormen en onder de voorwaarden die zij vaststelt.

Art. 7. Binnen de grenzen van de voor deze maatregel uitgetrokken begrotingskredieten zal de Regering in samenwerking met de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de toekenning van rechtstreekse steun aan door rampen getroffen gezinnen organiseren, teneinde de onvoorziene energiekosten sinds de overstromingen van juli 2021 te dekken. De Regering zal een subsidie voor werkingskosten toekennen aan de betrokken openbare centra voor maatschappelijk welzijn, die zij zal aanwijzen.

De Regering vereffent de subsidie op basis van aangiften van schuldvorderingen, in de vormen en onder de voorwaarden die zij vaststelt.

HOOFDSTUK 4. — *Maatregelen ten behoeve van de gas- en elektriciteitsnetten*

Art. 8. De Regering kan, onder de voorwaarden die zij bepaalt, 75 procent financieren van de werkzaamheden die door de beheerders van de elektriciteits- en gasdistributienetten moeten worden uitgevoerd om een stijging van de distributietarieven als gevolg van de overstromingen in juli 2021 te voorkomen. De Regering bepaalt welke investeringen en operationele uitgaven voor subsidie in aanmerking komen.

Van de in lid 1 bedoelde financiering zijn uitgesloten :

eventuele financiering van de werkzaamheden uit de tarieven voor elektriciteits- of gasdistributie;

elke vorm van kruissubsidiëring;

elke vorm van dubbele financiering.

De CWaPE controleert de naleving van de in lid 2 bedoelde uitsluitingen in het kader van haar algemene en tarifaire controleopdrachten, en kan de distributienetbeheerders om de overlegging van de verschillende voor deze analyse vereiste documenten verzoeken.

De Regering vereffent de subsidie op basis van aangiften van schuldvorderingen, in de vormen en onder de voorwaarden die zij vaststelt.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingsbepalingen - Bijzondere machten*

Art. 9. In het elektriciteitsdecreet wordt een hoofdstuk XV met de titel "Bijzondere machten" ingevoegd.

Art. 10. In hoofdstuk XV, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 67 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 67. Wanneer de Regering vaststelt dat zich een crisissituatie voordoet die een weerslag heeft op de gezondheid, de veiligheid of de financiële toestand van de residentiële afnemers of een deel van de residentiële afnemers, is zij gemachtigd om af te wijken van dit decreet teneinde het recht op energie van de betrokken residentiële afnemers te waarborgen, met inachtneming van de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de afwijkingen zijn van beperkte duur en duren in geen geval langer dan één jaar;

2° de afwijkingen zijn strikt gericht op het publiek dat getroffen is door de door de Regering vastgestelde crisissomstandigheden;

3° de afwijkingen zijn gerechtvaardigd en proportioneel in het licht van de door de Regering vastgestelde crisissomstandigheden.

Het ontwerpbesluit wordt besproken met de CWaPE, de distributienetbeheerders, de leveranciers, de Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de "Union des villes et des communes de Wallonie" (Waaalse Vereniging van de steden en gemeenten), en de verenigingen die de consumenten vertegenwoordigen. De CWaPE brengt een advies uit over het ontwerpbesluit.

Elk besluit genomen ter uitvoering van dit artikel wordt geacht nooit gevolg te hebben gehad als het binnen zes maanden na de inwerkingtreding ervan niet bij een decreet is bekrachtigd."

Art. 11. In het gasdecreet wordt een hoofdstuk XVI met de titel "Bijzondere machten" ingevoegd.

Art. 12. In hoofdstuk XVI, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 76 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 76. Wanneer de Regering vaststelt dat zich een crisissituatie voordoet die een weerslag heeft op de gezondheid, de veiligheid of de financiële toestand van de residentiële afnemers of een deel van de residentiële afnemers, is zij gemachtigd om af te wijken van dit decreet teneinde het recht op energie van de betrokken residentiële afnemers te waarborgen, met inachtneming van de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de afwijkingen zijn van beperkte duur en duren in geen geval langer dan één jaar;

2° de afwijkingen zijn strikt gericht op het publiek dat getroffen is door de door de Regering vastgestelde crisissomstandigheden;

3° de afwijkingen zijn gerechtvaardigd en proportioneel in het licht van de door de Regering vastgestelde crisissomstandigheden.

Het ontwerpbesluit wordt besproken met de CWaPE, de distributienetbeheerders, de leveranciers, de Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de "Union des villes et des communes de Wallonie" (Waaalse Vereniging van de steden en gemeenten), en de verenigingen die de consumenten vertegenwoordigen. De CWaPE brengt een advies uit over het ontwerpbesluit.

Elk besluit genomen ter uitvoering van dit artikel wordt geacht nooit gevolg te hebben gehad als het binnen zes maanden na de inwerkingtreding ervan niet bij een decreet is bekrachtigd.” ».

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

Art. 13. De CWaPE gaat na of de uit dit decreet voortvloeiende verplichtingen worden nageleefd.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 februari 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2021-2022.*

Stukken van het Waals Parlement, 797 (2021-2022) Nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 2 februari 2022.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/20285]

3 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol et l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, articles 3, modifié en dernier lieu par le décret du 22 novembre 2007, et article 4, modifié en dernier lieu par le décret du 4 octobre 2018 ;

Vu le décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021 étendant la zone géographique de la calamité naturelle publique relative aux inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2021 portant exécution du décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique ;

Vu le rapport du 14 janvier 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 25 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;